

GIP AYANT POUR OBJET L'ACQUISITION DE DISPOSITIFS DE COMPTAGE COMMUNICANT

Siège social : 34, place des Corolles – 92079 Paris-La Défense

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 5 septembre 2019

PROCES VERBAL

L'ordre du jour de la réunion est le suivant :

- 1. Présentation de la clôture à fin juillet et reprévision**
- 2. Bilan des adhésions et retraits de membres du GIP**
- 3. Point sur le nombre de PdL et appels de fonds**
- 4. Planning de la consultation**
- 5. Questions diverses**

Sont présents ou représentés en qualité qu'administrateurs :

- Martial MONFORT, Président du Conseil
- Christopher MENARD
- Patrick RICCI-BONOT
- Christophe JOUGLET
- Sébastien DUMAS
- Jean-Claude MUTSCHLER

Sont présents ou représentés la moitié plus une personne des administrateurs du Conseil d'administration (CA), dont au moins un représentant d'Enedis et un représentant des ELD. Le quorum est donc atteint.

Sont également présents :

- J-M FISCHBACH, représentant URM, invité avec l'accord des administrateurs du CA.
- Gilles DESCRETTE du cabinet GININI mandaté par le GIP pour la gestion des opérations financières et comptables.
- Sophie NICOLLET et Roland GALINIER intervenant en appui au secrétariat du GIP.

1. Présentation de la clôture à fin juillet et reprévision

Synthèse

L'enjeu de la clôture à fin juillet est de vérifier qu'il n'y a pas de dérive par rapport au budget avec les dernières données réalisées et d'anticiper un point de sortie. L'avancement au 31 juillet est cohérent par rapport au point de sortie.

En synthèse, l'avancement est conforme, il n'y a pas de dérive constatée.

	Réel 31/12/2018 12 mois	Budget 2019 12 mois	Point de sortie 2019 12 mois	Ecart vs Budget	Réel 31/07/2019 7 mois
Produits d'exploitation (contribution des membres)	5 753	5 093	5 185	92	3 027
Coûts d'exploitation	5 753	5 093	5 185	92	3 027
Coûts de la fonction achats	5 540	4 851	4 947	96	2 886
Coûts de qualification	4 049	3 500	3 541	41	2 069
Coût de la prestation d'achat	1 480	1 336	1 398	61	814
<i>Coûts fixes</i>	136	136	136	0	79
<i>Coûts variables ENEDIS</i>	1 315	1 156	1 217	61	708
<i>Coûts variables ELD</i>	0	14	14	0	8
<i>Coûts variables SEI</i>	29	31	31	0	18
Coûts Programme Linky	11	14	7	-7	3
Coûts de la fonction support	213	242	238	-4	141
Internes à ENEDIS	144	158	158	0	94
Extérieurs à ENEDIS	68	84	80	-4	47
Impôts et Taxes	0	0	0	0	0

Coût de la fonction achats

▪ Le coût de qualification des matériels Linky

L'estimation au budget des coûts de qualification 2019 était de 3 500k€. A date, ces coûts sont estimés à 3 541 k€ pour l'année 2019.

Pour rappel, ces coûts se répartissent entre 2 types de dépenses :

- Main d'œuvre interne Enedis

Le point de sortie 2019 est de 1 046 jours répartis sur 14 personnes. A date, il n'y a pas d'écart par rapport au budget. A fin juillet, 59% du budget a été réalisé.

- Main d'œuvre externe Enedis

Cette main d'œuvre externe se décompose en qualification, diagnostic et prescription, et en pilotage des constructeurs. On constate un léger écart de +41 k€ qui reste néanmoins en ligne avec le budget prévisionnel.

▪ Le coût de la prestation achat

Un écart de +61 k€ par rapport au budget prévisionnel est constaté. En effet, en raison du déploiement d'Enedis en légère avance par rapport aux hypothèses budgétaires, les coûts variables sont plus importants. Par ailleurs, il n'y a pas eu de mise à jour du budget pour les ELD et SEI, faute de données récentes.

Un point d'attention est soulevé concernant la nécessité de disposer du montant réel des achats réceptionnés par année pour chaque groupe d'ELD. En effet, ces montants réels d'achats réceptionnés sont nécessaires pour calculer les contributions variables à compter du début du déploiement.

▪ Le coût du Programme Linky

Une baisse peu significative de -7 k€ par rapport au budget est constatée du fait d'un réajustement des temps estimés par le programme.

- Le coût de la fonction support

Les écarts constatés de -4 k€ par rapport au budget proviennent d'une revue des temps estimés en fonction des temps passés sur le début d'année.

Trésorerie

En synthèse, à fin juillet 2019, les flux de trésorerie ont été les suivants :

Montants (en €)	Q1 2019	Q2 2019	Q3 2019
Trésorerie d'ouverture	113 713	114 253	114 232
+ Encaissements ELD / SEI	562		
+ Encaissements ENEDIS			
Flux liés aux membres du GIP	562	-	-
- Paiements à ENEDIS			70 893
- Paiements aux fournisseurs externes			
Flux liés aux fournisseurs	-	-	70 893
- Décaissements de TVA / CVAE / CFE			
- Frais bancaires	- 21	- 21	
Autres encaissements/décaissements	- 21	- 21	-
Trésorerie de clôture	114 253	114 232	43 339
Variation trimestrielle	541	- 21	- 70 893

Aucun problème particulier n'est remonté.

2. Bilan des adhésions et retraits de membres du GIP

Le Président du GIP rappelle les fusions d'ELD qui ont eu lieu en 2018 et 2019 :

- 1^{er} janvier 2018 : fusion URM et Energies & Services d'Electricité de Saint-Privat-la-Montagne
- 29 juin 2019 : fusion URM avec Energies & Services d'Electricité de Gandrange

3. Point sur le nombre de PdL et appels de fond

Le recensement à date indique que seulement 30% des réponses ont été reçues. A date, cela n'a pas de conséquence significative, néanmoins les envois des appels de fond risquent d'être décalés.

Une relance afin d'obtenir le maximum de PdL sera effectuée dans les jours à venir.

4. Planning de la consultation

Le planning de la consultation sera partagé au Copil achats se tenant à la suite du Conseil d'Administration.

5. Questions diverses.

Les échéances suivantes sont rappelées :

- Le prochain CA aura lieu le 7 octobre 2019 à 14 heures
- La prochaine AG aura lieu le 14 octobre 2017 à 17 heures

Christopher Ménard propose d'envoyer la convocation à la prochaine assemblée générale du GIP au plus tôt afin de s'assurer d'un maximum de retour des membres notamment pour recevoir les procurations des représentants qui ne pourraient être présents.

Question de JM FISCHBACH.

Dans la mesure où les livraisons de matériel de la part de la société SAGEM n'ont toujours pas été effectuées, il s'interroge sur la possibilité de basculer les commandes sur d'autres fournisseurs.

Martial Monfort lui répond que cela doit être possible.

Aucun point additionnel divers n'étant soulevé, la séance est levée.